JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 31 Mars.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le 30 Mars.*

Prix des grains au marché de Bois-le-Duc *de jeudi le 26 Mars 1812, publié par ordre de l'administration.*

Prix moyen du muid de Seigle	*f* 24	13	7 1/2
——— ——— de Sarazin	16	10	0.
——— du *hoed* d'Avoine	0	0	0.
——— du muid d'Orge	0	0	0.
Pain de Seigle de 6 livres	0	6	11.
Petite mesure ou (*Maatje*) de Farine	0	2	8.

Prix du Froment à *Nimègue* le 23 Mars 1812.

Maximum	*f* 26	0	0.
Minimum	21	0	0.
Prix moyen	23	10	0.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

Vu l'art. 1er de notre arrêté du 22 mars présent mois.

Vu l'art. 3 du décret impérial du 14 mars dernier, qui ordonne que le contingent assigné à chaque département pour la formation des cohortes du premier ban de la garde nationale soit réparti entre les classes qui doivent y concourir, dans la proposition du nombre des conscrits restant disponibles dans chacune de ces classes.

Vu le 2e paragraphe du même article, qui veut que le contingent à prendre sur chaque classe soit supporté par les cantons, proportionellement au nombre d'hommes valides restant au dépôt dans chacun d'eux.

ARRÊTE:

Art. 1. Le contingent de 170 hommes assigné au département des Bouches du Rhin, pour la formation des cohortes du premier ban de la garde nationale dont la levée est prescrite par le sénatus consulte du 13 de ce mois, sera pris sur les classes de 1808, 1809 1810, dans les proportions suivantes:

DINGSDAG, den 31 Maart.

FRANSCH KEIZERRIJK.

'SHERTOGENBOSCH, *den 30 Maart.*

Pryzen der Granen, op de markt te 's Hertogenbosch, van donderdag den 26 Maart 1812, op last van het bestuur bekend gemaakt.

Middelmarkt van Rog't mudde of 2 zakken	*f* 24	13	7 1/2
——— ——— van Boekwyt idem	16	10	0.
——— ——— van Haver het hoed	0	0	0.
——— ——— van het mudde Garst	0	0	0.
6 Pond rogge Brood kost	0	6	11.
Het maatje Meel kost	0	2	8.

Markt-pryzen der Tarwe te *Nymegen* den 23 Maart 1812.

Hoogste prys	*f* 26	0	0.
Laagste prys	21	0	0.
Middel prys	23	10	0.

ARRÊTÉ.

De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien artikel 1 van ons arrêté van den 22 maart dezes jaars.

Gezien art. 3 van het keijzerlijk decreet van den 14 maart ll. waarbij bevolen word, dat het door ieder Departement te leveren contingent tot het formeren der cohorten van de eerste oproeping der nationale garde, zal verdeelt worden tusschen de klassen welke daartoe moeten bijdragen, en zulks in evenredigheid van het getal der conscrits in elke dier klasse in gereedheid overgebleven zijnde.

Gezien de tweede paragraaf van hetzelfde art. willende dat het te nemen contingent over elke klasse gedragen word na evenredigheid van het getal der weerbaare mannen die in elke derzelven zig bij het depôt bevinden.

ARRESTEERT:

Art. 1. Het Contingent van 170 man bepaald voor het departement der Bouches du Rhin, tot het formeren der cohorten van de eerste oproeping der Nationale garde, waarvan de ligting bepaald is, bij het senatus consult van den 13 dezer maand, zal genomen worden uit de klasse van 1808, 1809 en 1810 en zulks in de volgende evenredigheden:

DÉSIGNATION DES CLASSES.	NOMBRE DES HOMMES COMPOSANT LE DÉPÔT POUR CHACUNE D'ELLES.	NOMBRE DES CONSCRITS À FOURNIR DANS LE CONTINGENT DE 170 HOMMES.	OBSERVATIONS.
AANWIJZING DER CONSCRITS.	GETAL DER MANSCHAP UITMAKENDE HET DEPÔT VAN ELKE KLASSE.	GETAL DER CONSCRITS TE LEVEREN VOOR HET CONTINGENT DER 170 MAN.	AANMERKINGEN.
1808.	1107.	50.	
1809.	1251.	56.	
1810.	1412.	64.	
TOTAUX.....	3770.	170.	

2. Le contingent à fournir par chacune de ces classes est réparti entre les cantons composant le département, ainsi qu'il suit :

2. Het door elke dezer klaasse te leveren contingent is verdeelt tusschen de kantons van het departement in manière als volgt :

DÉSIGNATION DES CANTONS.	NOMBRE D'HOMMES À FOURNIR PAR LA CLASSE DE 1808.	1809.	1810.	TOTAL À FOURNIR PAR LES TROIS CLASSES.	OBSERVATIONS.
AANWIJZING DER CANTONS.	GETAL DER TE LEVEREN MANSCHAP DOOR DE KLASSE VAN 1808.	1809.	1810.	TOTAL DOOR DE DRIE KLASSEN TE LEVEREN.	AANMERKINGEN.
Bois-le-Duc	1.	2.	2.	5.	
Bommel	3.	3.	3.	9.	
Boxtel	2.	2.	2.	6.	
Heusden	3.	4.	4.	11.	
Oosterwyk	2.	2.	2.	6.	
Oss	2.	3.	4.	9.	
Tilbourg	2.	3.	4.	9.	
Waalwyk	3.	2.	3.	8.	
Asten	4.	4.	4.	12.	
Eindhoven	3.	3.	4.	10.	
Gemert	3.	3.	3.	9.	
Helmond	3.	4.	4.	11.	
Hilvarenbeek	2.	2.	3.	7.	
Oedenrode (St.)	2.	3.	3.	8.	
Oirschot	2.	2.	2.	6.	
Boxmeer	2.	2.	3.	7.	
Druten	2.	3.	3.	8.	
Grave	3.	3.	3.	9.	
Nimègue	2.	2.	3.	7.	
Ravenstein	2.	2.	2.	6.	
Wichen	2.	2.	3.	7.	
TOTAUX	50.	56.	64.	170.	

3. Le présent arrêté sera imprimé, lu et publié dans toutes les communes du département, à la diligence des sous-préfets et des maires.

Fait à *Bois le Duc le* 28 *Mars* 1813.

(Signé) FREMIN DE BEAUMONT.

Nous sommes autorisés à annoncer que S. Exc. le ministre des manufactures et du commerce vient d'autoriser l'exportation des pommes de terre, de ce département à la destinction de ceux de la Hollande, sous la formalité de l'acquit à caution.

Le directeur de l'enregistrement et des domaines à Bois-le-Duc a l'honneur de prévenir MM. les administrés de ce département.

1°. Que les pétitions et mémoires, *même en forme de lettres*, présentés aux ministres, à toutes autorités constituées, aux administrations et établissements publics, doivent être écrits sur *papier timbré de dimension*, en exécution de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an 7, et de l'arrêté du 24 janvier 1812;

3. Het tegenwoordig arrêté zal gedrukt zijnde in alle de gemeentes van het departement door de zorg der sous-préfecten en maires worden afgelezen en aangekondigd.

's Hertogenbosch, den 28 *Maart* 1813.

(Geteekend) FREMIN DE BEAUMONT.

Wij zijn gemagtigd het publiek te verwittigen dat dit Z. E. de minister van de Manufakturen en Koophandel den uitvoer der Aardappelen uit dit departement naar Holland, heeft vrijgesteld, onder het gewoon formulier der acquits à caution.

Den directeur van de registratie en domeinen te 's Hertogenbosch, heeft de eer aan de heeren onderhoorigen van dit departement bekend te maken.

1°. Dat de rekwesten en memoriën, *zelfs die genen in den vorm van een brief gesteld*, en geapposteerd aan de ministers, aan alle geconstitueerde magten, aan de administratien en openbare etablissementen, op *gezegeld papier* geschreven moeten worden, achtervolgens artikel 12 van de wet van den 13 brumaire zevende jaar en van het besluit van den 24 januarij 1812.

2.° Que, faute de rédiger sur du papier timbré leurs pétitions, elles seraient rejetées, et qu'ils encourraient l'amende de 30 francs prononcée par l'article 26 de la susdite loi du 13 brumaire an 7;

3.° Qu'il n'y a d'exception que pour les pétitions prévues par le numéro 1.er de l'article 16 de la même loi, savoir: Les pétitions au corps législatif, celles qui ont pour objet des demandes de congés absolus et limités et de secours, les pétitions des déportés et réfugiés des colonies, tendantes à obtenir des certificats de résidence, passeports et passages pour retourner dans leur pays.

AMSTERDAM, *le* 18 *Mars.*

Un décret de S. M. en date du 9 mars 1812, contient les dispositions suivantes:

NAPOLÉON, Empereur des Français, &c.

Sur le rapport de notre ministre des finances;

Notre conseil-d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1. La cent-onzième loterie de Hollande aura lieu de la manière accoutumée et dans la forme déterminée par les réglemens.

2. Elle sera composée de quarante-six-mille billets, vingt-trois-mille-cinq-cents prix et quatre-cent-quatre-vingt-cinq primes, divisés en cinq classes.

3. Lesdits billets ne pourront être débités et vendus que par les collecteurs commissionés par le receveur-général de la loterie hollandaise et par les personnes qui en auront obtenu l'autorisation du préfet de leur département, sur le rapport du maire de leur commune, et seulement dans les départemens des Bouches-du-Rhin, des Bouches-de-l'Escaut, du Zuyderzée, des Bouches de la Meuse, des Bouches-de-l'Yssel, de la Frise, de l'Yssel-Supérieur, de l'Ems-Occidental, de l'Ems-Oriental, de la Lippe, de l'Ems-Supérieur, des Bouches-de-l'Elbe et des Bouches-du-Wezer.

La vente des billets de ladite loterie est prohibée dans tous les autres départemens de l'Empire, sous les peines portées par la loi du 9 vendémiaire an 6.

4. Les lois et reglémens qui régissent la loterie impériale seront incessamment publiés dans les sept départemens de la Hollande, et l'administration y sera organisée pour le 1.er octobre prochain, concurremment avec la loterie hollandaise.

5. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au bulletin des lois.

(*Feuil. pol. du dép. du Zuiderzée.*)

PARIS, *le* 22 *Mars.*

Un physicien voulut un jour s'assurer jusqu'à quel point l'air d'une salle de spectacle, remplie de beaucoup de monde, pouvait être corrompu, et combien de dégrés étaient nécessaires pour asphyxier totalement la multitude des spectateurs. Il se servit pour cela d'un instrument nommé par les physiciens *eudiometre*. Il se transporta d'abord, pour procéder comparativement, à l'Hotel-Dieu de Paris. Il analysa l'air de la salle Saint-Charles, contenant beaucoup de malades attejnts de fièvres putrides. Cette analyse, répétée plusieurs fois, prouva que l'air de cette salle était moins pur que celui du Jardin des Plantes de deux ou trois degrés. Il répéta les mêmes expériences sur l'air d'un spectacle qui contenait beaucoup d'individus; il le trouva de cinq à six dégrés plus insalubre que celui de l'Hôtel-Dieu; de manière qu'il ne manquait, pour le rendre tout-à-fait méphytique, que deux autres dégrés. Il y a plus de vingt-cinq ans que deux célèbres physiciens de Milan avaient obtenu les mêmes résultats. On voit par ces faits combien de grandes réunions d'hommes entraînent de dangers, et la nécessité de les éviter si l'on veut conserver sa santé.

(*Journal de l'Empire.*)

S. M. a approuvé le 8 février 1812, au palais des Tuileries, un avis du conseil-d'état sur la question de savoir si l'article 484 du code pénal de 1810 abroge la loi du 22 floréal an 2, relative à ceux qui s'opposent à l'exécution des actes de l'autorité publique.

Cet avis est conçu ainsi qu'il suit:

2°. Dat bij ontstentenis van dien de gezegde rekwesten buiten dispositie zullen verblijven, en de rekwestranten een boete verbeuren zullen van 30 francs, ingevolge artikel 26 van voorschreve wet van den 13 brumaire zevende jaar.

3°. Dat hiervan geene andere uitzonderingen zijn, dan alleen voor de rekwesten vermeld in nommer een van artikel 16 van voorschreve wet, te weten: de rekwesten aan het wetgevend ligchaam, die welke strekken tot verzoek van finaal en bepaald ontslag en van onderstand, de rekwesten van gedeporteerden en vlugtelingen uit de kolonien om certificaten van woonplaats, paspoorten en doortogt om na hun land terug te keeren.

AMSTERDAM, *den* 18 *Maart.*

Een decreet van Z. M. van den 9 maart 1812, behelst de volgende bepalingen:

NAPOLEON, Keizer der Franschen, enz.

Op het rapport van onzen minister van finaurien;

Onzen staatsraad gehoord,

Hebben wij gedecreteerd en decreteren hetgeen volgt:

Art. 1. De 111de hollandsche loterij zal op den gewonen voet en in den vorm, door de reglementen bepaald, plaats hebben.

2. Dezelve zal zamengesteld zijn uit zes-en-veertig-duizend loten, drie-en-twintig-duizend-vijf-honderd prijzen en vier-honderd-en-vijf-en-tagtig premien, verdeeld in vijf klassen.

3. Voormelde loten zullen niet gedebiteerd noch verkocht kunnen worden, dan door de collecteurs, door den ontvanger-generaal der hollandsche loterij gequalificeerd en door zoodanige personen, als daartoe door den prefekt van hun departement, op het rapport van den maire hunner gemeente, autorisatie zullen hebben verkregen, en dan nog alleen in de departementen van de Monden van den Rijn, de Monden van de Maas, de Monden van den Yssel, Vriesland, den Boven-Yssel, de Wester-Eems, de Ooster-Eems, de Lippe, de Boven-Eems, de Monden van de Elbe en de Monden van de Wezer.

De verkoop der biljetten van gemelde loterij is in alle andere departementen van het keizerrijk verboden op de straffen, bepaald bij de wet van den 9 vendemiaire 6de jaar.

4. De wetten en reglementen, volgens welke de keizerlijke loterij wordt bestuurd, zullen ouverwijld in de zeven departementen van Holland worden kenbaar gemaakt, en de administratie daar over voor den 1sten october eerstkomende worden georganiseerd, gelijkelijk met de hollandsche loterij.

5. Onze minister van finaurien is belast met de executie van het tegenwoordig decreet, hetwelk in het bulletin der wetten zal worden geïnsereerd.

(*Staats. dep. van het dep. van de Zuiderzee.*)

PARYS, *den* 23 *Maart.*

Een natuurkenner wilde eenmaal beproeven in hoe verre de lugt in de zaal van eenen schouwburg, met veele menschen vervuld, bedorven konde zijn, en hoeveel graden er nodig waren om alle de aanschouwers geheel en al door het bederf der lugt te verstikken of levenloos van zig zelven te doen vallen. Hij bediende zich ten dien einde van een werktuig bij de natuurkundigen onder den naam van *Eudiometer* bekend. Hij begaf zich in de eerste plaats, om een vergelijkende proef te kunnen doen, na het zieken-gasthuis of zo genoemd, Hôtel-Dieu van Parijs. Hij ontleedde de lugt van de zaal St. Karel alwaar veele leiders met roi kortsen beheft ziek lagen, deze ontleeding na onderscheide malen bij herhaling, beproeft te zijn, bewees dat de lugt binnen deze zaal twee graden meer bedorven was, dan die in den plantentuijn. Hij deet dezelfde proeven op de lugt in eenen schouwburg alwaar zeer veele menschen vereenigd waren, en hij bevondt dezelve vijf à zes graden bedorvener dan die van het zoo even genoemde Hôtel-Dieu, zoodanig dat er slechts twee graden ontbraken om dezelve geheel en al doodelijk verstikkende te maken. Hier is meer dan vijf-en-twintig jaren geleden dat twee beroemde natuurkundigen van Milaan dergelijke proeven gedaan en hetzelfde bevonden hebben; men kan hier uit zien welke schroomelijke gevaren, soomtijds, kringen, alwaar veele menschen vereenigt zijn, aankleven, en hoe noodzakelijk het is om er zig buiten te houden; wanneer men wenscht zorg voor zijne gezondheid te dragen.

(*Journal de l'Empire.*)

Z. M. heeft, den 8sten februarij 1812, op het paleis der Tuilerien, een advijs van den staatsraad goedgekeurd, over de questie, om te weten, of het 484te artikel van het strafwetboek van 1810, de wet van den 22 floreal 2de jaar betrekkelijk degenen, die zich tegen de uitvoering der akten van de regering verzetten, afhaalt.

Le conseil-d'état, qui, d'après le renvoi ordonné par S. M., a entendu le rapport de la section de législation, sur celui du grand-juge ministre de la justice, ayant pour objet de faire décider si l'article 484 du code-pénal de 1810 abroge la disposition de l'article 2 de la loi du 22 floréal an 2, par laquelle les peines portées par le code-pénal de 1791, contre ceux qui opposeraient des violences ou de voies de faits aux fonctionnaires ou officiers publics mettant à exécution les actes de l'autorité publique, sont déclarées communes *à quiconque emploiera, même après l'exécution des actes émanés de l'autorité publique, soit des violences, soit des voies de fait, pour interrompre cette exécution ou en faire cesser l'effet*;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1811, par lequel, avant de statuer sur la demande en cassation formée par le procureur-général près la cour impériale de Douai, contre l'arrêt de cette cour, du 26 juillet de la même année, conforme à un arrêt précédemment cassé de la cour impériale d'Amiens, et usant de la faculté à elle accordée par l'art 3 de la loi du 16 septembre 1807, la cour de cassation, sections réunies, a ordonné un référé à S. M., sur la question ci-dessus.

Considérant que l'art. 484 du code-pénal de 1810, en ne chargeant les cours et tribunaux de continuer d'observer les lois et réglemens particuliers non renouvelés par ce code, que *dans les matières qui n'ont pas été réglées* par ce code même, fait clairement entendre que l'on doit tenir pour abrogés toutes les anciennes lois, tous les anciens réglemens, qui portent sur des matières que ce code a *réglées*, quand même ces lois ou réglemens prévoiraient des cas qui se rattachent à ces matières, mais surlesquels ce code est resté muet;

Qu'à la vérité, on ne peut pas regarder comme *réglées* par le code pénal de 1810, dans le sens attaché à ce mot *réglées* par l'art. 484, les matières relativement auxquelles ce code ne renferme que quelques dispositions éparses, détachées, et ne formant pas un système complet de législation.

Et que c'est par cette raison que subsistent encore, quoique non renouvellées par le code pénal de 1810, toutes celles des dispositions des lois et réglemens antérieurs à ce code, qui sont relatives à la police rurale et forestière, à l'état civil, aux maisons de jeu, aux loteries non autorisées par la loi, et autres objets semblables que ce code ne traite que dans quelques-unes de leurs branches;

Mais que la loi du 22 floréal an 2 appartient à une autre cathégorie; qu'elle rentre par son objet, sous la rubrique, *résistance, désobéissance et autres manquemens envers l'autorité publique*, qui forme l'intitulé de la section IV du chapitre III du titre Ier. du livre III du code pénal de 1810; et que si elle ne se retrouve pas dans cette section, qui règle véritablement, et à fond toute la matière comprise dans sa rubrique, et si elle n'y est pas remplacée par une disposition correspondante à ce qu'elle avait statué, c'est une preuve que le législateur a voulu l'abroger et ne faire à l'avenir dériver du fait qu'elle avait caractérisé et qualifié de crime, qu'une action purement civile;

Est d'avis que la loi du 22 floréal an 2 doit être considérée comme abrogée par l'article 484 du code pénal de 1810;

Et que le présent avis soit inséré au bulletin des lois.

(*Moniteur.*)

LOTERIE IMPERIALE DE FRANCE.

Tirage de Paris, du 25 Mars 1812.

90 - 6 - 73 - 40 - 19.

Tirage de Bruxelles, du 27 Mars 1812.

54 - 11 - 90 - 88 - 87.

Dit advijs is vervat in de volgende bewoordingen.

De staatsraad, die, na het door Z. M. gelaste renvooi, gehoord heeft het rapport van de sectie van wetgeving, op dat van den groot-regter minister van justitie uitgebragt, en ten doel hebbende, om te doen beslissen, of het 484 artikel van het straf-wetboek van 1810, de bepaling afgeschaft heeft der wet van den 22 floreal 2de jaar, bij dewelke dewelke de straffen, bij het straf-wetboek van 1791 bepaald, tegen diegenen, die geweldadigheden of dadelijkheden zouden plegen tegen openbare beambten of officieren, welke de akten der regering ter executie leggen, gemeen verklaard worden, *aan een ieder, die, zelfs na de uitvoering der akten der regering, geweldadige of dadelijkheden zou plegen, ten einde de executie hinderlijk te zijn, of de uitwerking daarvan krachteloos te maken*;

Gezien het besluit van den 23 november 1811, bij hetwelk, alvorens te statueren over den eisch in cassatie, welke, door den procureur-generaal bij het keizerlijk gerechtshof van Donai, tegen het besluit van hetzelve hof, van den 26 julij deszelfden jaars, is gedaan, overeenkomstig een te voren gecasseerd besluit van het keizerlijk gerechtshof te Amiens, en van het regt, dat aan hetzelve hof bij art. 3. van de wet van 16 september 1807 is toegestaan gebruik makende, het hof van cassatie, alle sectien vereenigd zijnde, over de bovenstaande questie, een referé aan Z. M. heeft gelast;

Overwegende, dat het 484 artikel van het straf-wetboek van 1810, door de geregtshoven en regtbanken niet te gelasten, om de bijzondere wetten en reglementen, die door dat wetboek niet vernieuwd waren, in acht te nemen, dan *in zoodanige materie, als bij dat wetboek zelve niet is geregeld geworden*, daardoor duidelijk te verstaan geeft, dat men alle voormalige wetten en reglementen, welke handelen over de zoodanige materien, als door dat wetboek *geregeld* zijn, voor afgeschaft moet houden, al ware het zelfs dat bij die wetten of reglementen gevallen voorzien waren, welke tot die materien betrekking hadden, maar wegens welke het wetboek zwijgt.

Dat men wel niet, als door het straf-wetboek van 1810 *geregeld* kan aanzien, in den zin als bij art. 484 aan dat woord *geregeld* gehecht is, zoodanige materien, betrekkelijk dewelke dat wetboek slechts eenige hier en daar verspreide niet aaneenhangende bepalingen behelst, welke geen volledig stijstema van wetgeving opleveren;

En dat het uit dien hoofde is, dat, alhoewel zij niet door het straf-wetboek van 1810 vernieuwd zijn, alle de bepalingen der wetten en reglementen, voor dat wetboek bestaan hebbende, en die betrekking hebben op de wetten van den landbouw en der houtvesterij, op den civilen staat tot de speel- of dobbelhuizen, tot de niet door de wet geautoriseerde loterijenen andere dergelijke onderwerpen, welke bij dat wetboek, niet dan in eenige van derzelver takken worden behandeld, als nog bestaan;

Maar dat de wet van den 22 floreal 2de jaar tot eene andere kathegorie behoort onder de rubrijk van *wederstand, wederspannigheid en andere ongehoorzaamheid jegens de regering*, welke het opschrift van de IVde sectie van het IIIde hoofdstuk des 1sten titels van het IIIde boek van het straf-wetboek van 1810 uitmaakt; en dat bijaldien men dezelve niet in die sectie vindt, welke wezenlijk en in den grond de geheele in derzelver rubrijk begrepen materie regelt, zoo zij er, bij eene met het geen zij gestatueerd had, correspondeerende bepaling, niet weder in geplaatst is, geworden, zulks een bewijs opleverd, dat de wetgever dezelve heeft willen afschaffen, en voor het vervolg uit de daad, die hij in het eerst als misdaad had gekenschetst en benoemd, in het vervolg niet anders dan eene civiele actie heeft willen doen ontspruiten.

Is van advijs, dat de wet van den 22 floreal 2 jaar, als door het 484 artikel van het straf-wetboek van 1810 afgeschaft moet beschouwd worden.

En dat het tegenwoordig advijs in het bulletin der wetten zal worden geplaatst.

(*Moniteur.*)

FRANSCH KEIZERLIJKE LOTERIJE

Trekking te Parijs, den 15 Maart 1812.

90 - 6 - 73 - 40 - 19.

Trekking te Brussel, den 17 Maart 1812.

54 - 11 - 90 - 88 - 87.

A *Bois-le-Duc*, de l'Imprimerie du Bureau du Journal, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture. 1812.